

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015

Date de convocation : 8 décembre 2015

Affiché le : 18 décembre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 53

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc
REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis
ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël
BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard
ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY -
Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique
THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan :
Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Éric UGHETTO) Lafare : Jean-
Paul ANRES La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux :
Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne
MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER –
Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle
PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron :
André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN -
Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque :
Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc
REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine
GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain
GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte
MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à
Aimé NAVELLO.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy GIRARD

Délibération n°200-15

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service
aménagement de l'espace et stratégie foncière**

Objet : Convention d'intervention foncière avec la SAFER

Conseil de Communauté de la CoVe du 14 décembre 2015

Délibération n°200-15

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service aménagement de l'espace et stratégie foncière

Objet : Convention d'intervention foncière avec la SAFER

Le Conseil de Communauté,

Vu les articles L.143-1 et suivants du Code Rural accordant à la SAFER l'exercice du droit de préemption sur les biens immobiliers à utilisation agricole et les biens immobiliers qui leurs sont attachés ou sur les terrains à vocation agricole,

Vu les statuts de la CoVe et notamment ses compétences en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique,

Considérant que la convention d'intervention foncière conclue entre la CoVe et la SAFER en février 2013 dans le but de permettre le maintien et la préservation de l'espace agricole sur le territoire de la CoVe est arrivée à son terme,

Considérant que l'action menée peut l'être au niveau communautaire ou au niveau communal, et que de ce fait, le projet de partenariat avec la SAFER est adapté en conséquence,

Vu le projet de convention d'intervention foncière entre la CoVe et la SAFER,

Vu l'avis de la commission Tourisme et Traditions, Agriculture en date du 24 novembre 2015,

Entendu le rapport du Conseiller Communautaire délégué à l'agriculture,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention d'intervention foncière avec la SAFER d'une durée de trois ans et pour un coût annuel de 6 960 € HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que la dépense est inscrite à l'article 611/6188– fonction 92 du Budget Principal.

Article 3 : D'AUTORISER le Président à signer la convention d'intervention foncière et tous documents y afférents.

Transmis en Préfecture le : **18 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **18 DEC. 2015**

Exécutoire le : **18 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015

CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE

Entre

La COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN (COVE) dénommée ci-après « la CoVe » et représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2015

d'une part,

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural « Provence-Alpes-Côte d'Azur », Société Anonyme au capital de 2 264 526 €, ayant son siège social Route de la Durance à 04100 MANOSQUE, représentée par son Directeur Général Délégué, Monsieur Marc WEILL, ci-après dénommée la « SAFER »

d'autre part,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ PUIS CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

La CoVe, à travers sa compétence développement économique, souhaite participer au maintien des activités agricoles et des emplois induits sur le territoire. Elle porte aussi son attention à la préservation de l'espace agricole à travers le SCOT de l'Arc Comtat Ventoux auquel elle participe.

À travers la présente convention, le partenariat engagé avec la SAFER vise donc à permettre le maintien et la préservation de l'espace agricole, fondement de la pérennité de l'activité agricole. Il a également pour objectif de permettre d'alimenter l'observatoire pluridisciplinaire existant de la CoVe.

La CoVe souhaite permettre à ses communes membres de bénéficier de ce partenariat avec la SAFER pour des opérations relevant d'une intervention communale dans laquelle la COVE n'est pas partie prenante.

La SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole. À ce titre, elle reçoit l'ensemble des DIA (déclarations d'intention d'aliéner) lors de la mise en vente de biens fonciers et elle est en mesure de transmettre, à la collectivité dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre proposition de prix et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier. Elle réalise, dans le cadre de ces activités classiques des opérations à l'amiable.

La SAFER transmet par ailleurs trimestriellement aux communes les DIA (Code Rural art. L 143-7-2 et article L. 141-5, circulaire DGFAR/SDEA/C2007-5008 du 13 février 2007). Cette transmission a posteriori favorise la connaissance par la commune de l'activité foncière sur son territoire, mais ne lui permet pas de solliciter l'intervention de la SAFER en vue de l'exercice de son droit de préemption.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise en œuvre du service que la SAFER peut apporter à la collectivité, à partir de sa connaissance du marché foncier et en complément de la transmission des DIA, et plus particulièrement :

- Etude, faisabilité et mise en place d'une procédure d'intervention à l'amiable ou par exercice du droit de préemption de la SAFER,
- L'utilisation du portail cartographique : « Vigifoncier »,
- La mise en place d'un observatoire foncier avec analyse détaillée du marché foncier à partir des DIA.

ARTICLE 2 : Périmètre d'intervention

L'intervention de la SAFER s'exercera sur l'ensemble du territoire de la COVE sur lequel la SAFER dispose du droit de préemption.

La COVE mettra à disposition de la SAFER, dans le cadre de la présente convention, s'ils existent en support informatique numérisé, le PLU et le Plan de Prévention des Risques.

La présente convention ouvre la faculté aux communes membres de la CoVe de bénéficier des services de la SAFER pour des opérations qu'elles souhaitent mener (par voie de préemption ou par acquisition à l'amiable) :

Le périmètre concerne les communes de :

AUBIGNAN	LE BARROUX	LE BEAUCET
BEAUMES-DE-VENISE	BEAUMONT-DU-VENTOUX	BEDOIN
CAROMB	CARPENTRAS	CRILLON-LE-BRAVE
FLASSAN	GIGONDAS	LAFARE
LORIOLE-DU-COMTAT	MALAUCE	MAZAN
MODENE	LA ROQUE-ALRIC	LA ROQUE-SUR-PERNES
SAINT-DIDIER	SAINT-HIPPOLYTE-LE- GRAVEYRON	SAINT-PIERRE-DE- VASSOLS
SARRIANS	SUZETTE	VACQUEYRAS
VENASQUE		

ARTICLE 3 : Mise en œuvre de la veille foncière et du droit de préemption de la SAFER**3.1 Veille foncière****Surveillance**

Pour la mise en œuvre du droit de préemption de la SAFER, la COVE et/ou l'une des communes membres pourront demander à la SAFER une surveillance spécifique d'un certain nombre de parcelles identifiées par leur désignation cadastrale sur lesquelles elle demande une attention particulière.

Dans ce cas, la SAFER alertera la CoVe, et/ou l'une des communes membres, si elle reçoit une notification entrant dans le champ de cette veille foncière spécifique.

Information des communes membres de la COVE

La SAFER informe les communes membres de la COVE de toutes les transactions dont elle est notifiée, par voie postale ou électronique, dès qu'elle en a connaissance.

Il est rappelé que ces notifications ne doivent pas être affichées en mairie car elles contiennent des données confidentielles.

Portail cartographique

À partir du mot de passe fourni par la SAFER, la CoVe et les communes membres pourront visualiser et spatialiser les notifications reçues en temps réel.

Délai de réponse des communes membres de la CoVe

Les communes membres de la CoVe s'engagent dans un délai maximum de 8 jours, à alerter la SAFER sur toute transaction entrant dans le cadre des objectifs fixés dans le préambule de la présente convention et ce par simple appel téléphonique doublé d'un fax, courrier postal ou électronique en ses bureaux départementaux.

Personnes ressources référentes :

Deux personnes ressources : un élu et un agent administratif pour chacune des communes doivent être désignées avec leurs coordonnées complètes (voir annexe). Elles seront chargées du suivi des notifications, enquêtes et dossiers engagés et seront de ce fait les interlocuteurs directs de la SAFER et de la CoVe au titre de cette convention.

Personnes ressources désignées par la CoVe :

Référent Administratif

Référent Elu

Nom : Audrey GUILLIER, Responsable du service
Aménagement de l'espace
ou Laëtitia ALLAMANDI, Chargée de la stratégie foncière, service Aménagement de l'espace
Tél. : 04.90.67.69.47
Email : guillier-a@ventoux-comtat.com
allamandi-l@ventoux-comtat.com

Nom : Michel JOUVE
Conseiller communautaire délégué à l'Agriculture
Tél. : 04.90.67.69.47 / 04.90.61.81.22
Email : m.jouve@flassan.fr

3.2 Modalités d'acquisition

Acquisition suite à l'exercice du droit de préemption de la SAFER :

Lorsque l'une des communes membres de la CoVe, le demandera dans le cadre de la présente convention, la SAFER réalisera l'enquête d'usage.

La commune membre de la CoVe, pourra demander l'intervention de la SAFER dans le but d'acquérir le bien concerné pour un motif agricole ou environnemental.

La SAFER interviendra par exercice de son droit de préemption, dans le respect des dispositions de l'article L 143-1 et suivants du Code Rural et, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-proposition de prix. Dans ce cas, et pour couvrir le risque des conséquences d'un éventuel contentieux, la collectivité à l'initiative de la demande d'intervention, s'engagera à acquérir au prix qui sera fixé éventuellement par le Tribunal.

La préemption avec contre-proposition de prix représentant un risque financier pour les communes membres, un accord sur la mise en œuvre du dispositif d'aide financière peut être sollicité auprès du Conseil Régional dans le cadre de la Convention entre la SAFER et la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

La commune membre, confirmera ensuite, par voie postale ou électronique, sa volonté de voir intervenir la SAFER et fournira une délibération du Conseil Municipal.

En accord avec la CoVe, la commune membre pourra demander à la CoVe de se substituer à elle pour acquérir le bien. La CoVe confirmera par voie postale ou électronique, sa volonté de voir intervenir la SAFER et fournira une délibération du Conseil Communautaire.

La SAFER, avant d'exercer son droit de préemption, proposera à la collectivité à l'initiative de la demande d'intervention ou à la collectivité qui envisage d'acquérir le bien, la signature d'un « protocole de candidature effective et de garantie financière » ou d'une « promesse unilatérale d'achat » ou a minima d'une lettre d'intention signée du maire définissant les conditions de l'acquisition projetée.

Acquisition amiable :

La CoVe, et/ou une des communes membres, pourra solliciter la SAFER afin d'acquérir à l'amiable un ou des immeubles dans un objectif de préservation de l'espace agricole, naturel et forestier, de protection de l'environnement ou de développement durable du territoire rural (conformément aux dispositions de l'article L 141-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime) selon les modalités tarifaires décrétées à l'Article 5.

Il est précisé que les interventions de la SAFER, lorsque la CoVe, et/ou une des communes membres, le demandera dans le cadre de la présente convention, et tant en ce qui concerne les acquisitions par préemption, les acquisitions amiables d'un montant supérieur à 75 000 € que les rétrocessions qui en découlent, sont soumises à l'avis préalable et favorable des Commissaires du Gouvernement.

Une concertation entre la CoVe, et/ou une des communes membres, la SAFER et le « délégué local structures » sera assurée pour chaque opération.

La SAFER informera la CoVe par courrier électronique de chaque opération engagée dans le cadre de la convention par l'une des communes membres.

3.3 Modalités de rétrocession

Après exercice du droit de préemption du bien par la SAFER, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel de candidature.

L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté au Comité Technique Départemental de la SAFER pour avis.

Les parcelles acquises par la SAFER, à la demande expresse de l'une des communes membres, pourront être rétrocédées au bénéfice d'agriculteurs exploitants avec le concours éventuel d'un apporteur de capitaux bailleur ou à la collectivité dans le cadre d'un objectif agricole ou environnemental.

La commune membre à l'initiative de la demande d'intervention ou la CoVe si elle se substitue à cette commune, s'engage à racheter les parcelles et à concéder, dans le cadre d'un cahier des charges, des baux conformes aux dispositions légales aux exploitants agréés par la SAFER dans un délai maximum d'un an.

À cet effet, la SAFER proposera un modèle de bail aux communes membres,

Dans le cas d'une préemption environnementale, la SAFER proposera aux communes membres, un cahier des charges spécifiques en vue d'une protection à mettre en œuvre.

ARTICLE 4 : Mise en œuvre de l'observatoire foncier

La SAFER fournira à la CoVe et aux communes membres de la CoVe, à partir des DIA et des

opérations SAFER, une analyse du marché foncier : marché foncier des trois dernières années ; part relative du marché bâti et non bâti ; les acteurs du marché : vendeurs – acquéreurs avec représentation graphique des principales caractéristiques de ce marché. Une mise à jour annuelle des données, sera fournie.

La SAFER a réalisé un portail cartographique auquel la CoVe, et les communes membres, pourront accéder par Internet. La SAFER fournira à la CoVe et aux communes membres un code d'accès à ce portail permettant de visualiser l'ensemble du marché foncier, du territoire de la collectivité partenaire, issu des données SAFER.

ARTICLE 5 : Eléments financiers

5.1 Rémunération de la SAFER en cas de retrait de vente suite à une préemption avec contre proposition de prix

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente, la collectivité à l'initiative de l'enquête prendra à sa charge les frais de dossier de 500 € HT.

5.2 Prix de rétrocession correspondant aux acquisitions à l'amiable ou par exercice du droit de préemption

5.2.1 Prix de rétrocession hors taxe incluant la rémunération de la SAFER

pour les acquisitions par la SAFER inférieures à 250 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 8% du prix d'acquisition avec un minimum de 500 € + frais de portage éventuels (selon convention article 5-2-2)
pour les acquisitions par la SAFER de 250 000 € à 500 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 7% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels (selon convention article 5-2-2)
pour les acquisitions par la SAFER de 500 000 € à 750 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 6% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels (selon convention article 5-2-2)
pour les acquisitions par la SAFER de 750 000 € à 1 000 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 5% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels (selon convention article 5-2-2)
> 1 000 000 €	prix d'acquisition par la SAFER approuvé par les CDG + frais réels d'acte notarié d'acquisition SAFER + autres frais éventuels justifiés + rémunération SAFER égale à 4% du prix d'acquisition + frais de portage éventuels (selon convention article 5-2-2)

À l'amiable, la SAFER se laisse la possibilité de réaliser, chaque fois que les délais le permettront, la vente sous forme d'acte de substitution afin de diminuer les frais d'actes.

5.2.2 Frais de portage

Les frais de portage s'appliquent sur le prix d'acquisition. Ils comprennent :

- les frais financiers au taux que la SAFER a négocié avec sa banque, soit le taux EURIBOR 3 mois + 0.5% l'an HT
- Les frais de gestion évalués à 1.5 % l'an HT (impôts fonciers, cotisations diverses : eau, MSA, écoulement,...).

Les frais de portage sont calculés pour la période allant du jour du paiement des acquisitions par la SAFER des biens mis en réserve au titre de la présente convention jusqu'au jour des paiements effectifs, ventes faites par la SAFER. Ils seront décomptés en jours calendaires.

Une convention de portage par opération devra intervenir entre la SAFER et la CoVe, ou la commune membre concernée.

Il est expressément convenu que la CoVe, ou la commune membre concernée mettra en place, pour le paiement du prix de rétrocession, la procédure dite rapide, sur certificat du notaire, et conforme aux décrets n° 55-604 du 20/05/1955 et n° 88-74 du 21/01/1988.

5.2.3 Rémunération du service apporté par la SAFER

La rémunération SAFER, dans le cadre de l'observatoire foncier (surveillances, veille foncière, enquêtes éventuelles à la demande des communes membres de la CoVe, analyse du marché foncier ...) sera facturé forfaitairement en fonction de la moyenne des notifications reçues par la SAFER au cours des trois années antérieures à la signature de la présente convention selon le calcul suivant :

Nombre moyen de notifications reçues.....	348
Coût unitaire	20,00 € HT*
Total annuel (nombre moyen X coût unitaire)	6 960,00 € HT

* le coût unitaire s'élèvera à 20 € HT pour un envoi simple (commune seule) et à 22 € HT pour un double envoi (communauté et commune). Ce coût unitaire sera indexé sur l'indice des prix à la consommation (série hors tabac de l'ensemble des ménages).

ARTICLE 6 : Mode de paiement

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire de la SAFER n° 19106 00841 034 91889000 67, Agence Manosque Entreprise du Crédit Agricole PCA, Route de Sisteron, 04100 MANOSQUE.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet le 01/01/2016 et aura une date de fin au 31/12/2018.

ARTICLE 8 : Dénonciation de la présente convention

La convention est prévue pour une durée de trois ans.

En cas d'impossibilité technique, administrative ou autre, dûment constatée par l'un ou l'autre des signataires, la convention pourra être dénoncée annuellement par la CoVe ou la SAFER.

Pour mettre fin à la convention, la CoVe ou la SAFER devra informer l'autre partie deux mois avant la fin de chaque année par courrier avec Accusé Réception.

Une autre convention pourra alors être signée sur de nouvelles bases.

Fait en 3 exemplaires, le

Pour la SAFER

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Marc WEILL
Directeur Général Délégué

Francis ADOLPHE
Président

ANNEXE

*Référent Administratif**Référent Elu*

COMMUNE D'AUBIGNAN	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LE BARROUX	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LE BEUCET	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE BEAUMES-DE-VENISE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE BEAUMONT-DU-VENTOUX	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE BEDOIN	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE CAROMB	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE CARPENTRAS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE CRILLON-LE-BRAVE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

Référent Administratif**Référent Elu**

COMMUNE DE FLASSAN	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE GIGONDAS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LAFARE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LA ROQUE-ALRIC	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LA ROQUE-PERNES	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE LORIOU-DU-COMTAT	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE MALAUCENE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE MAZAN	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

COMMUNE DE MODENE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :

Référent Administratif

Référent Elu

COMMUNE DE SAINT-DIDIER	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE SAINT-HIPPOLYTE-LE-GRAVEYRON	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE SAINT-PIERRE-DE-VASSOLS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE SARRIANS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE SUZETTE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE VACQUEYRAS	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :
COMMUNE DE VENASQUE	
Nom :	Nom :
Tél. :	Tél. :
Email :	Email :